PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE FRANCE

Évelyne Pisier

Les Interprétations du stalinisme

Les interprétations du stalinisme

L37
80R
87547
(7)

RECHERCHES POLITIQUES

Collection dirigée par

Xavier Browaeys, François Châtelet
Olivier Duhamel, Jean-Luc Parodi
Evelyne Pisier-Kouchner, Henri Weber

Les interprétations du stalinisme

ouvrage publié sous la direction de
ÉVELYNE PISIER-KOUCHNER

avec la participation de
B. Barret-Kriegel, J. Broyelle, D. Colas, L. Ferry
G. Lavau, M. Lowy, T. Maclet, L. Marcou
O. Mongin, N. Racine, P. Raynaud, A. Renaut
P. Thibaud, J.-M. Vincent, H. Weber



Presses Universitaires de France

DL-08-06-1983-15866

ISBN 2 13 038005 0

Dépôt légal — 1re édition : 1983, mai

© Presses Universitaires de France, 1983
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

ISSN 0290-3377

Sommaire

1. L'interprétation du stalinisme et ses enjeux. Stratégies et philosophies 7
Evelyne Pisier-Kouchner

PREMIÈRE PARTIE

STRATÉGIES INTERPRÉTATIVES

2. Critique et interprétation du stalinisme chez Trotsky 23
Thierry Maclet

3. La bureaucratie stalinienne comme « état » social : considérations à partir de Rakovsky et Trotsky 49
Michael Lowy

4. La théorie du stalinisme dans l'œuvre de Kautsky 61
Henri Weber

5. Les socialistes français devant le régime soviétique (1920-1939) 91
Nicole Racine

6. Les enfants de Barbe-Bleue et le cabinet sanglant : les partis communistes français et italien et le refoulement du stalinisme 109
Georges Lavau

7. L'interprétation maoiste du stalinisme 127
Jacques Broyelle

8. Staline et ses biographes 139
Lilly Marcou

9. Auto-interprétations du stalinisme et interprétations de la révolution russe 175
Dominique Colas

DEUXIÈME PARTIE

PHILOSOPHIES INTERPRÉTATIVES

10. Marxisme et « déviation stalinienne ». Remarques sur l'interprétation althussérienne du stalinisme 199
Alain Renaut

11. Stalinisme et historicisme. La critique du totalitarisme stalinien chez Hanna Arendt et Raymond Aron 227
Luc Ferry

12. L'évolution du régime soviétique : stratocratie ou idéocratie ? Remarques sur l'analyse du régime soviétique chez Cornelius Castoriadis et Alain Besançon 257
Philippe Raynaud

13. Le marxisme et les contradictions du « socialisme réellement existant » 291
Jean-Marie Vincent

14. Les conditions d'une interprétation. Merleau-Ponty et Claude Lefort 311
Olivier Mongin

15. L'écologie française du stalinisme ou l'homme idéologique 327
Blandine Barret-Kriegel

16. La science de son malheur (les dissidents russes et le stalinisme) 339
Paul Thibaud



I

L'interprétation du stalinisme et ses enjeux Stratégies et philosophies

Evelyne Pisier-Kouchner

« *Qu'est-ce donc enfin que le léninisme ?* »
(J. Staline.)

Peut-on soutenir les Polonais sous l'étendard de leurs oppresseurs ? Le concept de bureaucratie n'est-il qu'un obstacle intellectuel à la compréhension de la réalité et de la postérité staliniennes ? La déstalinisation n'a-t-elle pour effet que d'assurer la survie du stalinisme par la manipulation du concept de « démocratie de masse » ? Le stalinisme est-il *plus* que le « stalinisme » ? L'occupation de l'Afghanistan ou la révolution cambodgienne sont-elles à référer au stalinisme ? Le terme « socialisme réel » inaugure-t-il une nouvelle version idéologique ? L'explication par l'idéologie cède-t-elle le pas devant l'idée de « force pour la force » ? Les socialistes paient-ils leur incapacité à interpréter le stalinisme de leur impuissance à théoriser clairement les conditions de possibilité d'une démocratie... socialiste ? Autant de questions que les contributions ici réunies aident à poser si elles n'ont toujours la prétention d'y répondre.

De sorte qu'ainsi paraît un livre « de plus » sur le stalinisme. On peut trouver le sujet démodé, le marché encombré, le bruit un peu lassant. Beaucoup de bruit certes depuis quelques années, et pas toujours du meilleur, mais après quel silence ! Ce bruit ne nous paraît pas avoir définitivement levé l'énigme ni dissipé le mystère de cette formidable catastrophe qui marque l'histoire de notre siècle : ce livre de plus ne peut être un livre de trop, même s'il

emprunte des voies balisées par d'autres, spécialistes ou témoins, et qu'il se contente de suggérer de nouvelles approches, sans jamais prétendre à l'exhaustivité.

L'idée de ce livre est née d'une table ronde organisée pour le Congrès de l'Association française de Science politique tenu en octobre 1981. Les contributeurs ne sont ni des porte-parole ni des témoins et la plupart d'entre eux ne se prétendent pas être des « spécialistes » des questions staliniennes et ne détiennent donc aucun monopole particulier sur le savoir stalinien : ils n'en conçoivent aucun complexe, le stalinisme étant malheureusement affaire de tous, mais n'en reconnaîtront que plus aisément leurs dettes à l'égard de ceux qui, dans le domaine de la théorie politique, voire même de la dite soviétologie, peuvent prétendre à la notoriété pour avoir fait œuvre de pionniers. Ces contributeurs n'ont été réunis que par les hasards de l'amitié, de la pluridisciplinarité ou du fait de génération, sans calcul idéologique ni équilibre scientifique : ils n'en seront que plus à l'aise pour reconnaître le caractère souvent hétérogène ou contradictoire de leurs approches comme de leurs conclusions et pour accepter qu'en cette affaire la contradiction sert la recherche d'intelligibilité, donc de vérité, bien plus qu'elle ne tend à satisfaire un quelconque souci de pluralisme dans les opinions. Reste à redire le caractère non exhaustif de cet ensemble : les grands absents, Boukharine ou Pannekoek ou bien d'autres, ne le sont que par accident. Libre à d'autres de prendre le relais et d'approfondir une recherche sur ces interprétations du stalinisme.

L'objet de ces recherches porte en effet non sur le stalinisme lui-même mais sur ses interprétations. Il ne s'agit ni de l'histoire événementielle, ni même de l'analyse institutionnelle du « phénomène » ou du « régime » stalinien, mais de l'étude critique d'une série d'*événements théoriques* dont on peut apprécier à la fois la logique interne et la portée politique. En ce sens, le livre prend fermement parti sur un point : ce qu'on appelle stalinisme, c'est aussi l'ensemble de ces faits de pensée constitués par ces discours ou ces textes qui expriment non seulement des positions politiques mais aussi des analyses produisant des significations, fournissant des explications (de type causal ou non). A ces analyses sont

liés de véritables enjeux politiques ou idéologiques. Avec le stalinisme particulièrement, on assiste à une stratégie interprétative qui n'engage pas seulement l'intelligence mais fait partie intégrante de l'ensemble de la lutte politique.

Non seulement parce que certains interprètes, de par leur statut particulier, ont pour fonction ouverte de produire des positions et que leurs interprétations constituent dès lors des événements politiques remarquables, l'exemple type ci-dessous analysé étant évidemment le rapport Khrouchtchev au XXe Congrès du PCUS, mais aussi parce que toute interprétation a partie liée avec la question de l'information. Question essentielle au XXe siècle où la photographie du crime parle plus vite à l'œil qu'à la conscience, question essentielle en cette affaire de stalinisme où l'on est si nombreux à prétendre avoir ignoré hier les faits révélés par la suite. Autre face de l'énigme. Une vue un peu triviale des choses consiste à imputer cette ignorance au fonctionnement effectivement monstrueux d'une censure officielle. D'où le soulagement des responsabilités et l'esquive des intelligences. Les stratégies interprétatives ici répertoriées indiquent clairement qu'en matière de censure le silence a moins fait que le bruit, que l'omission d'un cadavre fait moins que l'astuce intellectuelle dont on assortit son enterrement ou son déterrement. Pour produire des effets durables, toute censure se soutient d'une propagande. Aux ficelles les plus grossières s'ajoutent les contorsions les plus subtiles. Prétendre lutter contre la censure par la production inlassable d'informations est certes utile mais bien insuffisant : on le sait mais cette banalité reste surprenante. L'interprète reste le grand maître de cette information qui ne passe jamais nue et la vérité toujours le résultat de ces stratégies.

Du côté de la réception de l'information, la surprise reste immense à considérer les ressorts d'un certain refus de savoir : discipline et cohérence sont des valeurs plus sûres que cette volonté de vérité constamment suspecte; métaphysique, individualiste, petite bourgeoise, elle se disqualifie de ne pouvoir faire que « le jeu de l'ennemi » lorsqu'elle est l'effet d'une interprétation qui ne s'interdirait pas de franchir les bornes sacrées de l'anticommunisme. A retrouver dans ce livre l'écho des stratégies interpréta-

tives comme à tenter d'en repérer les fondements philosophiques, on s'aperçoit que pas plus que la force ne tient l'esprit, ni l'inverse, les deux camps de la vérité et du mensonge ici ne s'opposent, que les armées des pro et des anti ont fort à faire à démêler le tien du mien, que la critique stalinienne du stalinisme est plus efficace tout au long de l'Histoire que son approbation véhémente, que la critique de cette critique n'est pas terminée, qu'elle fait donc aussi partie des luttes interprétatives. Constatation banale une fois de plus mais dont la trame complexe reste encore à déchiffrer. On n'a pas fini de s'étonner : ainsi la prédominance de telle ou telle interprétation à tel ou tel moment (comment, par quels mécanismes, dans quels buts, à quelles fins ?) peut-elle avoir effet de censure à l'égard d'autres interprétations et dès lors indirectement effet de blocage à l'égard de la réception de l'information brute ? Ainsi le quasi-monopole de la critique légitime du stalinisme détenu par le trotskisme pendant l'entre-deux-guerres ne contribue-t-il pas à disqualifier, donc à étouffer d'autres interprétations et par la suite à faciliter la diffusion et la réception du message khrouchtchevien ? L'équivoque déstalinisation est-elle revanche posthume ou nouvel assassinat de Trotski ? ou encore, pour qui veut percer l'épaisseur des trames idéologiques de l'après-guerre, la non-critique du stalinisme par les communistes chinois assure-t-elle, par les bienfaits d'un génial malentendu maoïste, la critique gauchiste du post-stalinisme occidental ?

Ces questions, on le voit, ne sont pas destinées à susciter de nouvelles curiosités à l'égard d'un passé enserré dans les limites chronologiques d'un accident historique et dominé par de « grandes personnalités » auxquelles un culte abusif aurait été rendu. Si, à sa manière, ce livre prend parti dans le débat qui a trait au rôle des intellectuels et au statut de l'information, c'est qu'il admet le caractère encore profondément énigmatique du stalinisme : moins au regard de l'inhumaine liste de ses victimes qu'à celle, bien humaine, des complicités intellectuelles qui lui assurent vie et survie. En ce sens, l'histoire du stalinisme se poursuit avec ce livre : la multiplicité des contributions, la diversité des sensibilités, l'hétérogénéité des approches, le caractère contradictoire des conclusions se veulent autant de témoignages de la nature et des fonctions de

stratégies interprétatives à l'œuvre dans l'histoire du stalinisme. Mais les auteurs sont eux-mêmes interprètes et l'interprétation de l'interprétation pourrait s'imposer : libre à chacun de croire faire œuvre de science honnête et rigoureuse s'il assume pleinement la part d'engagement que suppose son texte sur un tel sujet.

Quant au statut des interprétations elles-mêmes, prises comme objets d'étude, il pose de nombreux problèmes : des précautions s'imposent en effet à l'égard de la chronologie et du contexte historique, de l'origine des interprètes, de la fonction officielle ou non des discours, de l'effet attendu et repérable des messages, de la cohérence interne des textes... Une biographie de Staline, une déclaration d'un parti communiste, l'enquête d'un journaliste, l'ouvrage d'un théoricien n'ont évidemment pas même statut et la réflexion sur leurs effets devra tenir compte de leurs modalités d'émission. Ce livre témoigne de ces multiplicités d'approches, couvrant une histoire et une géographie très larges, de 1917 à nos jours, d'est en ouest, et prenant en considération des types d'interprétations très variés, de la biographie au discours politique, de l'enquête au texte philosophique, de la théorie au témoignage, sous le couvert de l'appartenance idéologique la plus diversifiée. Si ces textes ont été retenus comme constituant des « interprétations » c'est que, dans l'ensemble, ils prétendent à une cohérence interne et que, dépassant le seul point de vue critique ou polémique, ils comportent en général un diagnostic et un pronostic. Diagnostic concernant les facteurs qui peuvent expliquer la genèse et l'évolution du stalinisme et les critères qui peuvent le caractériser. Pronostic concernant ses capacités d'effacement ou de survie, de l'inévitable effondrement à l'inévitable expansion en passant par toutes les nuances de ses évitables résurrections.

Mais au-delà de cette communauté de méthode, les types d'interprétation ici retenus sont évidemment très différenciés et renvoient tout d'abord à des significations très diverses du terme même de stalinisme. Dans la lutte interprétative, la signification accordée au terme de stalinisme devient un enjeu fondamental. L'emploi du terme est-il légitime ? Une polémique est engagée sur ce point, lourde de présupposés et de conséquences, depuis que le terme semble avoir été forgé par les trotskistes et réutilisé par Medvedev

et d'autres afin de marquer sa spécificité radicale à l'égard du marxisme-léninisme, voire du bolchevisme. D'autres le conservent ou le « réinventent » sans se soucier de cette conséquence. Mais d'autres sont tentés de le récuser afin d'établir au contraire une profonde identité de nature entre tous systèmes se réclamant du projet de communisme. D'autres, encore, utilisent l'adjectif stalinien afin de qualifier un régime, un phénomène, ou plus simplement des méthodes de gouvernement ou de police, en conservant une extrême prudence à l'égard de l'emploi du substantif.

Si l'emploi du mot fait ainsi problème, c'est qu'il dépend des significations dont on le charge. Or, bien que très diversement situées, les interprétations retenues présentent toutes au moins ce trait commun récurrent de prendre parti explicitement ou implicitement sur la question de la spécificité du stalinisme au regard du léninisme, voire du marxisme, question elle-même intimement liée au débat, permanent à gauche, sur la « nature de l'URSS », patrie ou modèle du socialisme. La réponse à cette question, l'affirmation de la continuité ou de la rupture avec le léninisme, paraît elle-même déterminante de réponses à d'autres questions : le stalinisme est-il un produit spécifiquement russe ou un modèle occidental ? Un accident historique ou un type idéal universel ? Ainsi l'interprétation, constamment présente dans les débats politiques, interroge le passé d'une énigme pour prendre parti sur son avenir comme sur son exportabilité.

Ce livre veut donc contribuer à la compréhension de la nature d'un stalinisme qui fait encore le présent des uns comme il peut aussi faire le futur des autres. En ce sens la question de la spécificité du stalinisme est une question fondamentale et à cet égard les générations futures ne sont pas mieux à l'abri du danger d'ignorance. Quels sont les effets, quelle est la portée de cette déclaration d'un responsable du Parti communiste français s'adressant à quelques jeunes gens dénués de tout soupçon : « Nous qui sommes communistes *donc* antistaliniens... ? » La stratégie interprétative n'est-elle pas en cause qui a vu se succéder au moins trois phases dans la position de ce même parti : dans une première période, celle des convictions triomphantes, stalinisme et communisme riment absolument, on est communiste *donc* stalinien. Tout doute

porté sur l'équation fait plus que le « jeu de l'ennemi » : toute forme d'antistalinisme est une manifestation d'anticommunisme. Dans une deuxième période, dominée par les accusations khrouchtcheviennes, se dégage progressivement et dans l'embarras théorique, la possibilité d'être *à la fois* antistalinien et communiste : certes, à condition que le diagnostic reste circonscrit au culte de la personnalité et aux violations de la légalité socialiste et sans que soit remis en cause la nature du régime soviétique et son développement socialiste. La troisième phase, exacte inversion de la première, ne laisse plus la place aux interrogations douteuses : la spécificité du stalinisme est telle (hier et/ou aujourd'hui ?) que le communisme est *donc* un antistalinisme. Les générations à venir n'ont plus qu'à prendre acte des critiques d'un passé regrettable mais bien compréhensible au regard de *nécessités* imposées par le jeu de l'ennemi : « Nous avions pris en effet du retard après que, en 1956, à l'initiative de N. Khrouchtchev, le XXe Congrès du PCUS eut, par un acte de courage critique unique dans l'histoire politique mondiale, condamné les erreurs et les crimes imputés au « culte de la personnalité » de Staline... Nous avons prononcé contre le stalinisme une condamnation sans appel et nous avons examiné les raisons de la cécité qui fut la nôtre aux temps de la répression stalinienne, alors que la dureté de l'affrontement de classes nous mobilisait sans réserve du côté de cette « forteresse assiégée » qu'était l'Union soviétique. Nous avons conclu à la nécessité de garder en toutes circonstances l'esprit critique qui seul permet la prise en compte de tous les faits sur lesquels peut se fonder l'élaboration d'un jugement indépendant, lucide et responsable, ainsi qu'à la nécessité de ne pas substituer des méthodes répressives ou administratives au nécessaire débat politique... » (Francette Lazard, *L'Humanité* du 21 décembre 1979). Jeux sur le temps qui permettent de jouer le texte proposé en 1956 en jouant sur la pluralité des significations du stalinisme : la critique du régime stalinien d'hier induit le comportement antistalinien d'aujourd'hui ; on accepte alors de passer implicitement d'un sens à l'autre du terme ; le retard dans la critique s'apprécie postérieurement à 1956 ; avant il n'y a pas de retard puisqu'il n'y a pas de critique, il y a cécité due à la dureté de l'affrontement de classes. L'interrogation

porte évidemment sur le statut de cet affrontement de classes qui paraît assurer la nécessité de cette cécité d'hier alors qu'aucune base matérielle ne paraît fonder la nécessité de la critique d'aujourd'hui qui pourtant s'impose comme telle. Le passé répressif lavé, l'avenir démocratique est garanti en acceptant implicitement le nouveau sens, pour cet avenir, du terme stalinisme. On aperçoit bien ici toutes les difficultés de la stratégie interprétative dès lors qu'elle comporte des éléments d'auto-interprétation.

Dans le cas de telles interprétations, il faut tenir compte en effet des rapports particuliers qu'entretient le sujet avec son objet. Du fait de son statut, le parti ne peut être un interprète comme les autres : sa situation lui impose de ne pas franchir des limites qui pourraient le remettre en cause comme objet. L'audace statistique n'empêche pas la prudence théorique : la révélation de la monstruosité stalinienne ne s'autorise qu'à renforcer l'affirmation de sa spécificité au regard du léninisme, affirmation dont l'enjeu direct est le sauvetage du dogme comme du diseur de dogme, l'instance Parti. Le parti ne peut se remettre en cause ni comme instance, ni comme acteur, ni comme interprète incarnant une idéologie qui ne saurait elle-même être remise en question : d'où la nécessité de délimiter soigneusement les origines de ce que l'on accepte de nommer stalinisme, d'identifier ce stalinisme à des « méthodes » référées à un profil psychologique et à un exercice de la terreur hors parti, voire contre le parti : l'instance Parti, non seulement un innocent mais une victime. Le marxisme-léninisme est sauf : la construction du socialisme reste un domaine protégé, faisant l'objet d'appréciations implicitement ou explicitement positives ; quant à la superstructure, elle a été partiellement, accidentellement, provisoirement agitée de soubresauts autonomes, globalement caractérisés par l'insuffisance des méthodes démocratiques. Le marxisme-léninisme n'est pas seulement sauf, il reste indispensable à la critique même du stalinisme : sans construction du socialisme pas de démocratie, avec le socialisme la démocratie, sauf accident. Critique de l'accident, le parti devient le garant légitime de son évitabilité.

C'est pourtant la définition de ces conditions d'évitabilité qui appelle le plus d'incertitudes théoriques puisqu'elle oblige à

reconsidérer le terme stalinisme en fonction du concept de démocratie. Ce que l'on sauve ici, on risque de le perdre ailleurs. Certes, analyser le stalinisme comme une insuffisance de la démocratie, imputable à des méthodes elles-mêmes imputables à des circonstances, c'est lui assurer sa survie sous couvert de corrections de types divers. Mais c'est aussi introduire un élément de déstabilisation non négligeable dans le dogme et donc entre les diseurs de dogme. A lire les textes ici réunis, on notera à quel point la question de la démocratie traverse l'ensemble des stratégies interprétatives.

Premier type de correction par la démocratie, celui qui conduit de l'illusion de déstalinisation à l'impasse eurocommuniste en passant par le constant embarras social-démocrate. En fait ce qui rend si importante la question démocratique, c'est que le stalinisme oblige à réviser progressivement la distinction entre démocratie bourgeoise et démocratie socialiste. Dès lors que l'on admet un concept relativement unitaire de la démocratie, par l'intermédiaire de ces « conquêtes du peuple » sur le pouvoir quel qu'il soit, on doit soit jouer le jeu formel de la légalité dans des limites suffisamment étroites pour pratiquer le stalinisme dans la légitimité de l'antistalinisme, soit prendre le jeu tellement au sérieux qu'il mène à l'affirmation de la consubstantialité du socialisme et de la démocratie, au point que la voie est dangereusement ouverte qui mène à reconnaître la possibilité du stalinisme sans Staline et à interroger la « réalité » du socialisme existant. Un certain nombre des textes ici réunis, on le verra, prennent en compte l'ensemble de ces enjeux. Le jeu formel de la légalité, non seulement assume une dissidence qui en appelle au respect de ces formes, mais aussi s'épuise en vacillements théoriques que ne pourrait rattaper qu'un éventuel et peut-être improbable surcroît d'idéologie, à moins que l'interprétation ne conclue à la relève définitive de l'idéocratie par la stratocratie. Relève impossible à assurer lorsque est pris « théoriquement » au sérieux le jeu de la question démocratique : l'idéologie conserve plus que jamais sa prééminence mais le sauvetage du léninisme n'est même plus assuré. La brèche est ouverte qui, au nom de la démocratie, permet de critiquer Lénine au nom de Marx : l'eurocommunisme doit-il assumer l'héritage d'un

renégat célèbre afin de renouveler l'oxygène marxiste ? L'interprétation se veut en effet marxiste qui repère dans le bolchevisme les germes du stalinisme et le dénonce comme blanquisme asiatique, pouvant ainsi à la fois continuer de prévoir l'inévitable effondrement de l'empire stalinien et post-stalinien tout en garantissant l'Occident de toute contamination stalinienne grâce aux bienfaits de la démocratie. Quelle démocratie ? La lancinante question fragilise le projet socialiste, même si, replié historiquement, réduit à son modèle génétique, le dogme est sauf... Impasses théoriques certes mais qui constituent autant d'événements aux conséquences multiples et contradictoires. Evénements bien minoritaires toutefois : Lénine reste aujourd'hui le grand vainqueur de Staline et la social-démocratie qui bredouille depuis si longtemps l'incompatibilité du socialisme et de la terreur n'a pas encore fini de se remettre de ce « coup de génie hégémonique » de Lénine qui l'a déclarée traître devant l'Histoire.

C'est encore la manipulation de l'idée démocratique qui conduit le gauchisme passé ou présent à corriger le stalinisme par le stalinisme... La critique de la déstalinisation se veut lucide et sévère : on s'accorde volontiers sur un stalinisme sans Staline. Mais comble de l'ironie : on a plus de mal à accepter l'emploi du terme pour qualifier le régime de Staline. Le dogme est plus pur que jamais : le stalinisme date de la déstalinisation qui restaure le capitalisme. Le stalinisme, un effet du capitalisme ? Quant à Staline qui, lui, dans des circonstances difficiles, construisait le socialisme, il ne pouvait commettre ces « crimes » qui caractérisent le stalinisme; il a néanmoins commis des *erreurs graves* que l'on résumera par l'insuffisance de la « démocratie de masse », modèle supérieur de toute démocratie, fins et moyens confondus. Ici encore les effets de telles interprétations peuvent être fort contradictoires. Mais où qu'elles conduisent, elles ont pour fonction manifeste de conserver le noyau du marxisme-léninisme, de préserver la légitimité de la référence au marxisme-léninisme.

Cette référence constamment nécessaire au stalinisme semble donc l'être tout autant à une grande partie de ses interprètes qui prétendent le combattre : le stalinisme est au marxisme-léninisme ce que le marxisme-léninisme est à l'antistalinisme. Que l'on soit

stalinien donc marxiste-léniniste ou marxiste-léniniste donc anti-stalinien. D'un cas à l'autre, le contenu du marxisme léninisme est (effectivement ou prétendument, peu importe) variable mais la nécessité du *donc* reste invariable. Comment ce *donc* pourrait-il donc être plus longtemps tenu à l'écart des investigations ? Si la question démocratique paraît l'enjeu principal des statégies interprétatives, l'idéologie est bien le référent incontournable des philosophies interprétatives du stalinisme.

Cette distinction des stratégies et des philosophies, retenue comme principe de présentation des textes ici réunis, est évidemment très arbitraire. Elle ne saurait laisser entendre qu'une interprétation du stalinisme pourrait être soit stratégique, soit purement philosophique : le double point de vue est bien constant, sauf à postuler l'inutilité de la philosophie politique sous le prétexte de l'inexistence de son objet. Néanmoins certaines interprétations se donnent plus volontiers des allures de philosophies : leur indifférence apparente à l'égard des stratégies n'en requiert que plus l'analyse critique.

Or ces philosophies interprétatives présentent au moins un point commun : elles disputent de la place de l'idéologie, elles *tiennent compte* de l'idéologie en argumentant sur sa nature et sa fonction dans la constitution du stalinisme.

Le point de vue du sauvetage idéologique est illustrement représenté par Althusser : ce n'est pas l'Etat ouvrier qui dégénère, avec toutes les variantes que suppose cette explication dans les relations de la bureaucratie et de la classe ouvrière (variantes qui, toutes, depuis Trotski en passant par Mendel ou Naville, tendent à restituer à l'idéologie une « certaine » place parmi les facteurs explicatifs), cette fois c'est l'idéologie elle-même qui dévie et cette *déviation* constitue le facteur principal du stalinisme. Ici diagnostic et pronostic sont bien liés : trouvez l'erreur et corrigez-la. Mais en même temps cette explication par l'idéologie joue bien dans le sens du sauvetage du dogme : l'explication n'accuse pas le marxisme léninisme, elle s'en réclame. Pas de n'importe quelle façon : aussi bien les aspects stratégiques doivent-ils être analysés plus finement en tenant compte du contexte purement politique. Mais cette interprétation mérite aussi d'être analysée du point de vue de sa

cohérence interne : la question épistémologique n'est-elle pas elle-même une question politique ? L'interprétation de l'interprétation, ici proposée, conclut à une véritable errance herméneutique de l'école althussérienne prise au piège de cette ruse de la raison qu'elle entendait déjouer, bref souffrant du mal d'historicisme.

Or on constate précisément que les autres interprétations par l'idéologie, qui relèvent de fonctions stratégiques inverses, à savoir qu'elles réfèrent au marxisme-léninisme et non à sa déviation la constitution du stalinisme, considèrent en général que c'est l'*historicisme* inhérent au marxisme-léninisme qui le voue au stalinisme. La fonction stratégique de telles interprétations est claire au moins sur un point, même si elle est modulée sur tons variables : il s'agit chaque fois d'exprimer condamnation du dogme. Mais elle pose aussi des problèmes du point de vue de sa cohérence interne : peut-on faire une critique non historiciste de l'historicisme lorsque l'on prétend donner une interprétation non stalinienne du stalinisme ? Les grands modèles interprétatifs de Hanna Arendt, de Raymond Aron, de Cornélius Castoriadis et de Claude Lefort sont ici soumis à la question, afin qu'ils répondent de leurs philosophies, explicites ou inavouées.

La critique de ces philosophies interprétatives met en évidence ce dilemme de la science politique d'hier et d'aujourd'hui : n'a-t-elle d'autres choix, pour éviter les excès du rationalisme, que de verser dans l'irrationalisme ? Certes l'abandon de toute perspective causale est bien le prix que doivent payer ces interprétations qui dénoncent dans l'historicisme l'origine théorique du stalinisme. Mais n'est-il pas trop lourd s'il implique en conséquence une sorte de résignation à l'inexplicable ? L'épistémologie wéberienne en termes de type idéal et de probabilité fournit-elle un compromis suffisant pour éviter à la fois les pesanteurs de la nécessité et les indéterminations de la contingence ?

L'abandon des diagnostics fondés sur la cause ne rend pas moins urgente la recherche du sens en même temps qu'elle libère et élargit le champ des pronostics. A cet égard, les travaux les plus récents sur le système soviétique actuel sont exemplaires. Pour ne citer que ceux de Castoriadis ou de Zinoviev, ici analysés et dis-

cutés, on constate le redéploiement de la question de l'idéologie au sein de modèles interprétatifs nouveaux. Peut-être moins nouveaux et certainement moins contradictoires qu'on ne le prétend : du côté du pouvoir, la stratocratie l'emporterait désormais sur l'idéocratie; du côté du « peuple », la servitude se ferait passivement volontaire. Ce n'est plus le marxisme-léninisme qui est en cause, mais la réalité soviétique elle-même. A quoi bon frapper d'illégitimité le stalinisme sous le drapeau Lénine, à quoi bon même frapper d'illégitimité le léninisme, le blanquisme de l'Oural, au nom d'un marxisme orthodoxe originaire, à quoi bon encore frapper de la même illégitimité ce marxisme coupable de philosophie de l'Histoire, sauf à s'enliser dans un débat crapuleux ou simplement stérile puisque aujourd'hui ni l'expansion militaire ni la condition sociale russes ne doivent rien au délire idéologique. Hypothèses nouvelles pour alimenter un vieux débat : l'idéologie, c'est fini ?, ou pour analyser autrement un processus idéologique qui secréterait les conditions de sa propre nécrose ? Hypothèses bien faibles si cette nouvelle version de la fin des idéologies décrète encore la fin de l'Histoire. Hypothèses stimulantes au contraire si elles attirent l'attention sur les nouveaux sens *possibles* d'un stalinisme qu'aucun sens passé ne détermine absolument.

Reste que ces sens possibles ne peuvent être perçus et discutés qu'inscrits au cœur de cette problématique interprétative récente que Claude Lefort, lui-même interprète de Soljenitsyne, a contribué à progressivement élaborer : cette problématique du *totalitarisme* qui, parce qu'elle implique une certaine pensée du politique, permet de penser à la fois le stalinisme comme un moment du totalitarisme *et* le totalitarisme sans Staline.

Première Partie

STRATÉGIES INTERPRÉTATIVES

2

Critique et interprétation du stalinisme chez Trotsky

Thierry Maclet

« *La critique de la religion est achevée pour l'essentiel.* »

(Marx, *Critique de la philosophie hégélienne du droit*, 1844.)

« *Le croyant ne connaît que le Ciel et l'Enfer, le sectaire marxiste ne connaît que le capitalisme et le socialisme, la bourgeoisie et le prolétariat, comme forces déterminantes. Nulle place dans son cerveau pour loger l'idée que le pouvoir de l'Etat contemporain, s'étant rendu indépendant, déploie son immense puissance d'après ses lois propres, et asservit, pour un temps plus ou moins long toutes les forces sociales existantes.* »

(Rudolf Hilferding, 1940.)

Paris, décembre 1981 : dans la rue s'avance une ample manifestation de soutien au peuple de Pologne, parsemée de drapeaux rouges et au son de l'*Internationale*. Un étonnement saisit des Polonais présents : « Comment peut-on nous soutenir sous l'étendard de nos oppresseurs ? »

Cette image cristallise tout le problème de la signification du trotskysme : celui-ci peut être caractérisé comme une tentative, d'une vigueur sans égale, de séparer l'héritage de Marx et Lénine de ses suites totalitaires — et l'on pourrait le considérer en ce sens comme *la dernière chance* historiquement donnée à cet héritage. Ceci situe d'une première manière l'importance de l'enjeu.

Mais ce n'est pas tout. Si le trotskysme est, comme nous le pensons, la dernière forme possible de pensée marxiste-léniniste, quelle ne devrait pas être l'ampleur de sa présence dans les débats de la gauche ! Or, que constate-t-on ? En dehors des petites orga-

nisations de référence trotskyste explicite, l'absence du nom de Trotsky n'a d'égale que l'omniprésence de ses thèmes (plus ou moins « déformés »). A l'exception d'une petite frange restée explicitement stalinienne, et d'une autre clairement anti-totalitaire, qui dans la gauche, des communistes « critiques » ou non à beaucoup de socialistes, n'est pas « trotskyste », qui ne module d'une façon ou d'une autre le thème de l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré, mais ouvrier néanmoins ? — fût-ce en modifiant le lexique, et en s'abstenant, par une persistance du vieil interdit stalinien chez certains dont on attendrait qu'ils s'en fussent affranchis, de citer Trotsky et d'engager nettement la discussion avec lui. Nous aimerions contribuer ici à une clarification, renvoyer de l'idéologie diffuse de ces Messieurs Jourdain du trotskysme à la pensée clairement articulée de Trotsky lui-même — condition préalable à la position nette des problèmes de fond. Car s'il s'avérait que la situation théorique très particulière de Trotsky (faire une critique de référence léniniste d'une pratique de référence léniniste) l'avait conduit à une critique partielle ou incohérente du stalinisme, c'est, avec elle, tout un pan de la pensée de gauche qui serait renvoyé à ses inconséquences; la critique de celles-ci conduisant nécessairement à une interrogation du marxisme lui-même.

I

Il faut donc dans un premier temps reconstruire les étapes et les aspects essentiels de la critique trotskyste du stalinisme. Cet exposé, où nous tenterons simplement, de façon non critique, de rendre claire la position de Trotsky, suppose que soit résolu le problème d'une périodisation. Du point de vue de l'histoire politique on pourrait tenir pour coupure décisive la défaite de Trotsky et l'affermissement du pouvoir de Staline en 1927. Toutefois, même chassé successivement du CC du parti et en 1929 d'URSS même, Trotsky continuera jusqu'en 1933 de considérer sa lutte comme une « opposition » visant au « redressement » du parti et de la IIIe Internationale. L'an 1933, où il conclut à leur irréversible dégénérescence, marque donc un tournant plus essentiel du point de vue théorique. Quant à la première coupure, nous la situerons volon-

tiers en 1928-1929, où le double tournant, économique et international, opéré par la direction russe, implique des modifications correspondantes dans la critique trotskyste. Nous proposons donc les étapes suivantes : 1923-1928; 1929-1933; 1933-1940.

A / Les thèmes de la complexe lutte fractionnelle qui s'engage dans le Parti bolchevique dès la mort de Lénine peuvent être regroupés autour de trois axes : la question du « bureaucratisme », la politique économique, la politique internationale.

Du phénomène bureaucratique, dénoncé depuis 1918 à chaque congrès par diverses tendances, Trotsky indique à son tour les symptômes, « isolement de la masse, suffisance bureaucratique, dédain complet de l'état d'esprit, des besoins et des pensées du parti » (*CN* 17)*; l'ensemble se résume dans la vision d'un parti à « deux étages : l'étage supérieur, où l'on décide et l'étage inférieur où l'on ne fait que prendre connaissance des décisions » *(ibid.)*. Un tel fonctionnement doit être combattu, en première analyse, parce qu'il prive le parti de sa possibilité d'opérer la synthèse des expériences sociales diverses et complémentaires de communistes situés dans des secteurs différents (*CN* 37); la « compétence » d'aucun fonctionnaire ne saurait remplacer cette richesse d'expérience.

Trotsky ne s'en tient pas à cette description des symptômes et

* *Références des ouvrages cités :*

1) Œuvres de TROTSKY :

TC	*Terrorisme et Communisme* (1921), UGE, « 10-18 ».
CN	*Cours Nouveau* (1923), UGE, « 10-18 ».
RP	*La Révolution Permanente* (1930), NRF, « Idées ».
ETB	*L'Etat Ouvrier, Thermidor et Bonapartisme* (1935), Maspero, « Classiques Rouges ».
RT	*La Révolution Trahie* (1936), UGE, « 10-18 ».
LM	*Leur Morale et la nôtre* (1938), J.-J. PAUVERT, « Libertés nouvelles ».
DM	*Défense du Marxisme* (1942), Paris, EDI.

2) Autres ouvrages :

IIS	*L'Institution Imaginaire de la Société*, par Cornélius CASTORIADIS, Ed. du Seuil.
SB 1 et 2	*La Société Bureaucratique* ; t. 1 : *Les rapports de production en Russie*, et 2 : *La révolution contre la bureaucratie*, par Cornélius CASTORIADIS, UGE, « 10-18 ».
BC	*Benjamin Constant : De la liberté chez les Modernes*, textes présentés par Marcel GAUCHET, Le Livre de Poche, « Pluriel ».

des inconvénients du bureaucratisme mais en recherche les causes. On peut repérer ici *deux* directions d'analyse : l'explication, habituelle dans le parti, en termes de survivance, est certes reprise; mais son insuffisance est soulignée, d'où découle la nécessité d'éléments complémentaires d'explication. Survivance, certes, de l'appareil d'ancien régime : « Nous appelons nôtre un appareil qui nous reste totalement étranger », notait Lénine en décembre 1922, un « fatras bourgeois et tsariste (...) ». Survivance également, et Trotsky souligne davantage cet aspect, des mesures d'urgence prises pendant la guerre civile. Le premier des articles rassemblés dans *Cours Nouveau* rappelle les dangers idéologiques créés par le gonflement du parti, au lendemain de la prise du pouvoir, d'éléments peu conscients ou même peu sûrs; « dans cette période chaotique, il ne conserva sa nature bolchevique que par la dictature intérieure de la vieille garde qui avait fait ses preuves en octobre » (*CN* 14). Cette dictature intérieure devient bureaucratisme lorsqu'elle se fige et persiste au-delà de l'urgence qui l'a engendrée.

Toutefois l'explication en termes de survivance est insuffisante; le bureaucratisme n'est pas un simple ensemble de mauvaises habitudes prises par les cadres mais (*CN* 72-73) « un problème social en tant que système déterminé d'administration des hommes et des choses ». En son fond « il n'est nullement une survivance de la période de guerre » (*CN* 19); la meilleure preuve en étant qu'il s'est considérablement développé *après* la guerre civile (*CN* 20).

Aussi Trotsky propose d'autres explications qu'exigent l'ampleur et la spécificité du phénomène. « La source du bureaucratisme réside dans la concentration croissante de l'attention et des forces du parti sur les institutions et appareils gouvernementaux et dans la lenteur du développement de l'industrie » (*CN* 32). Le premier point relève de l'histoire politique du régime : le lieu de naissance du bureaucratisme est l'appareil d'Etat, dont la nature hiérarchique le sécrète inévitablement; de là il contamine l'appareil du parti lui-même, en raison du grand nombre de militants actifs aspirés vers les tâches gouvernementales. Mais quel rôle joue ici la lenteur du développement industriel ?

Il faut, pour le comprendre, faire intervenir une médiation sociologique. Trotsky rattache en effet le phénomène bureaucra-

tique au problème de *la composition sociale du parti* (deuxième article de *Cours Nouveau*). L'aspiration des meilleurs éléments ouvriers par les appareils, non seulement étatique mais syndical, coopératif et du parti, affaiblit les cellules d'usine — et donc le caractère de classe du parti : car « quelle que soit leur origine », même ouvrière, les fonctionnaires du parti ou de l'armée « représentent un type social déterminé », et « durant ces six années, il s'est formé, dans le régime soviétique des groupements sociaux assez stables » (*CN* 31).

C'est là que s'enracine le risque d'une « dégénérescence », où des dirigeants coupés de la masse perdraient leur sens révolutionnaire (*CN* 23-25). Comment lutter ? Certes l'issue finale du problème est déterminée par d'amples facteurs objectifs : « la marche de la révolution en Europe et la rapidité de notre développement économique » (*CN* 33). Mais Trotsky refuse toute attitude fataliste envers ces facteurs. Tout d'abord, quelle qu'en soit l'issue, « le parti résistera plus ou moins aux tendances désorganisatrices selon qu'il sera plus ou moins conscient des dangers et les combattra avec plus ou moins de vigueur »; d'où (premier point) une lutte sur le régime intérieur du parti. Mais ces facteurs « objectifs » dépendent eux-mêmes pour une part de l'action du parti : d'où la lutte sur la politique économique (deuxième point) et sur la politique internationale (troisième point). Sur le régime du parti (premier point) : Trotsky n'envisage pas de revenir à une autorisation des fractions dont il a approuvé l'interdiction en 1921. Dans une société hétérogène dirigée par un seul parti, c'est au sein de celui-ci qu'inévitablement chercheront à s'exprimer les différentes forces sociales (en l'occurrence : ouvriers, paysans, nouvelle bourgeoisie des koulaks et *nepmen*). C'est ce qui justifie *d'un côté* l'interdiction des fractions, car elles pourraient devenir l'expression de classes « hostiles ou semi-hostiles » à la dictature, et *de l'autre* la nécessité d'un débat démocratique. Faute de celui-ci le militant est réduit à choisir entre la passivité... et le fractionnisme dont Trotsky souligne que, condamnable en soi, il peut avoir valeur de symptôme : c'est le bureaucratisme même qui nourrit le fractionnisme en prétendant le combattre. N'est-il pas d'ailleurs lui-même une fraction, une déviation ? (*CN* 54). Et en tant que tel il a *tendanciellement* un carac-

tère de classe non prolétarien — en l'occurrence il tendrait à refléter la nouvelle bourgeoisie créée par la NEP.

C'est ce que confirme pour Trotsky (deuxième point) la politique économique suivie jusqu'en 1928 par le « bloc des centristes » (Staline) « et des droitiers » (Boukharine). Cette politique visait, pour mettre fin au manque de denrées alimentaires sur le marché, à encourager l'enrichissement des paysans en supprimant tous les vestiges du « communisme de guerre ». La critique de Trotsky et de l'opposition de gauche peut être — un peu artificiellement — analysée en arguments politiques et économiques. Deux arguments politiques : tout d'abord (on l'a vu) le risque de dégénérescence bureaucratique du parti est lié à la modification de sa composition sociale en défaveur des prolétaires d'usine; ce lien avait déjà été souligné en 1921 par l'opposition ouvrière de Kollontaï et Chliapnikov, mais, là où celle-ci proposait paradoxalement de modifier cette composition par des mesures administratives volontaristes, Trotsky attend une telle modification du développement de la classe ouvrière qu'engendrerait une politique d'industrialisation. En second lieu, l'opposition souligne qu'une telle politique accroît la différenciation sociale dans la paysannerie, favorise les koulaks, ainsi que la nouvelle bourgeoisie des *nepmen*, créant un danger de restauration capitaliste. Sur le plan économique l'opposition indique le retard de l'industrie, principal obstacle à l'ajustement harmonieux qu'espérait Boukharine entre elle et l'économie paysanne; et requiert donc qu'elle soit rapidement développée de manière planifiée. Ce retard de l'industrie accroît en effet les prix de ses produits alors que diminuent les prix agricoles (crise des « ciseaux ») : paradoxal résultat d'une politique pro-paysanne. En outre, l'incapacité de l'industrie d'Etat à répondre aux besoins de l'économie paysanne peut conduire à un développement du secteur capitaliste; ce qui nous ramène au danger de contre-révolution bourgeoise.

C'est essentiellement sur cette double problématique (le bureaucratisme dans le parti, la politique industrielle) que l'opposition conduira sa lutte politique. Elle n'est toutefois pas sans liens étroits avec les questions internationales : la politique boukharinienne du « socialisme à pas de tortue » et de l'encouragement à la

paysannerie est le corollaire économique de la thèse du « socialisme dans un seul pays » que Staline opposa fin 1924 à la « révolution permanente » » de Trotsky, c'est-à-dire en l'occurrence à l'idée, commune à Trotsky et à Lénine, que la révolution russe n'était que la première étape de la révolution mondiale et qu'à défaut de celle-ci, le pays ne saurait parvenir à édifier le socialisme. (C'est pourquoi, comme nous l'avons vu, Trotsky rattache l'issue finale de sa lutte contre le bureaucratisme à la « marche de la révolution en Europe ».) La ligne du socialisme dans un seul pays conduit en revanche, pour l'opposition, à trahir la révolution internationale. C'est ce qu'illustre à ses yeux la politique du Komintern en Chine : surbordonnant les communistes chinois au parti bourgeois du Kuomintang (Tchang-Kaï-Chek), elle aboutit à leur massacre par ce dernier (Shanghaï, 1927).

B / Les années 1928 à 1933 sont à plusieurs égards des années de tournants. A la crise des fournitures agraires du printemps 1928, la direction stalinienne va répondre par une collectivisation massive de la terre et un ample programme d'industrialisation, dans une atmosphère de terreur sans précédent.

L'Allemagne verra la montée et la victoire de l'hitlérisme. Trotsky pour sa part, en exil depuis 1929, anime à l'échelle internationale ce qui se conçoit toujours comme une opposition, visant à redresser le PCUS et le Komintern dégénérés; d'où les quatre volets de son activité théorique : critique de la nouvelle politique économique stalinienne; critique de la nouvelle ligne de l'Internationale; rappel et clarification des bases théoriques de cette double critique; approfondissement enfin des causes et de la nature de la dégénérescence stalinienne.

Sur le premier point l'opposition de gauche fut dans une certaine mesure prise au dépourvu : Staline ne reprenait-il pas son programme (industrialisation, collectivisation, planification) ? Il manquait « seulement » un point de ce programme, la démocratisation du parti. Cela n'empêcha pas certains oppositionnels de reconnaître leur programme, fût-il « bureaucratiquement déformé », et ce fut l'une des sources de certains ralliements. La situation était inattendue pour Trotsky lui-même : le danger principal du bureau-

cratisme n'était-il pas la restauration du capitalisme, et ce danger ne s'exprimait-il pas dans la lenteur de l'industrialisation (et donc du développement du prolétariat) et la politique pro-koulak ? Toutefois l'opposition préconisait envers les koulaks des mesures fiscales, non la brusque dépossession et une industrialisation rationnelle améliorant la situation ouvrière; Trotsky refusa de reconnaître son programme dans le volontarisme frénétique de la direction. De fait, celle-ci, devant la résistance paysanne, la chute des salaires réels, la disette, l'inflation, dut donner un coup de frein dès 1930.

Outre ce volontarisme brutal, ce qui convainquit Trotsky qu'il n'avait pas affaire à un authentique virage « à gauche » et à une reprise de son propre programme, c'est que ce tournant s'inscrivait toujours dans le cadre du « socialisme dans un seul pays ». Il s'agit, par cet effort gigantesque, de la « construction d'une société socialiste nationale et isolée » (*RP* 9). Trotsky rappelle en 1930, dans *La Révolution Permanente* les fondements théoriques de son opposition à ce projet. La théorie de la révolution permanente a trois dimensions principales (*RP* 40 s.) : tout d'abord, dans les pays capitalistes arriérés, le passage est nécessairement continu de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste; le prolétariat, qui est en effet seul capable d'accomplir les tâches de la révolution démocratique, se trouve d'emblée conduit à établir sa dictature. (En 1905 cette thèse s'opposait à la thèse menchevique d'une révolution proprement bourgeoise; quant aux bolcheviks, s'ils reconnaissaient la bourgeoisie russe incapable d'une telle révolution, celle-ci devant donc être opérée par une « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », ils n'assignaient à cette dernière que des tâches « démocratiques ». C'est en 1917 que, sous l'impulsion de Lénine et malgré la résistance des « vieux bolcheviks », ils adoptèrent une position semblable à celle de Trotsky.) Le deuxième aspect de la théorie concerne le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même, comme bouleversement continu des rapports sociaux. Le troisième concerne le caractère international de la révolution. L'économie capitaliste déborde et rend caduc le cadre de l'Etat national : aussi le socialisme, qui commence dans ce cadre, ne saurait s'y maintenir. On ne doit

considérer Octobre que comme la première étape de la révolution mondiale. « L'intervalle entre la première et la seconde étapes se révèle beaucoup plus long que nous l'avions supposé. Mais ce n'est qu'un intervalle, et il ne faut pas le transformer en époque de construction autonome d'une société socialiste nationale. »

Ces principes théoriques fondent le refus du volontarisme industrialisateur de Staline, qui semble s'opposer à la politique boukharinienne de la phase précédente, mais n'est pour Trotsky qu'une forme opposée de la même illusion. Ces mêmes principes fondent également sa critique de la ligne internationale du stalinisme : on voit bien en quoi s'en déduit la critique de la politique chinoise du Kuomintern en 1927 (où Trotsky reconnaît une résurgence de la ligne menchevique de subordination du prolétariat à la bourgeoisie combattue par lui et Lénine en 1917); mais le virage aventuriste dit de la « troisième période » après 1929 ne le satisfait pas davantage. Annonçant une nouvelle période de flambée révolutionnaire, l'IC dirigeait ses coups principaux contre la social-démocratie, baptisée « social-fascisme », et proposait un front unique à la base visant à dissocier les ouvriers sociaux-démocrates de leur direction. On sait le rôle qu'une telle ligne joua dans la victoire d'Hitler. Trotsky lui opposa le thème du front unique ouvrier, union anti-fasciste des partis ouvriers dans une pleine autonomie politique des communistes (« marcher séparément, frapper ensemble »).

Enfin cette période apporte des précisions à la réflexion sur le fait stalinien en lui-même. Dans *L'Internationale communiste après Lénine* (1928) la défaite de l'opposition russe est imputée au reflux de la révolution mondiale (Allemagne, 1923; Chine, 1927) et au fait que le retard de l'industrialisation a empêché le développement du prolétariat. Ultérieurement (après le Ier Plan quinquennal) Trotsky précisera que s'est développée, par le mouvement stakanoviste, une aristocratie ouvrière, soutien du régime.

L'expérience des virages brutaux de la politique stalinienne, tant économique qu'internationale, tantôt de « droite » (politique pro-koulak à l'intérieur, subordination du prolétariat à la bourgeoisie à l'extérieur, comme en Chine), tantôt de « gauche » sur le mode aventuriste (le Ier Plan quinquennal et la dékoulakisation, et

à l'extérieur la « troisième période ») conduit à une caractérisation de la bureaucratie comme un *centrisme* oscillant sans cesse entre bourgeoisie et prolétariat. En 1929, dans *La Défense de l'URSS et l'Opposition*, il précise que « Thermidor » ne s'est pas accompli et que la Russie est toujours un Etat ouvrier puisqu'il n'y a pas eu de contre-révolution bourgeoise. La bureaucratie n'est encore considérée que comme un appareil centriste réflétant de façon contradictoire les classes en lutte, plutôt que porteuse d'intérêts spécifiques.

C / La dernière période de l'activité théorique de Trotsky est essentiellement marquée par son évolution sur ce dernier point : il en vient à conclure que la dégénérescence est achevée. Trois aspects de ce tournant peuvent être analysés : la critique des symptômes de la dégénérescence au plan international; une analyse plus ample et systématique de la société soviétique et de son Etat bureaucratique, celui-ci ayant en effet acquis une consistance et une spécificité (bien qu'il reste en son fond une réalité contradictoire et transitoire) qui justifie d'en faire l'objet propre d'une analyse marxiste synthétique et non plus d'une simple polémique politique; enfin un débat polémique contre d'autres analyses de l'URSS tendant à en faire une société d'exploitation et à lui refuser le prédicat d'Etat ouvrier (même dégénéré) que Trotsky lui conserve.

C'est la victoire d'Hitler qui conduit Trotsky à considérer que la IIIe Internationale a « connu son 4 août » : le 4 août 1914 vit le vote des crédits de guerre par la social-démocratie, signe de sa dégénérescence définitive et de la nécessité de créer une nouvelle internationale. De même en 1933 l'opposition de gauche cesse de se considérer comme une opposition et s'oriente vers la construction d'une IVe Internationale (proclamée en 1936). Le mot d'ordre du Front unique ouvrier, c'est-à-dire d'une alliance de *toutes* les organisations ouvrières et d'elles *seules*, que Trotsky opposait dans la période précédente à la ligne sectaire de lutte contre le « social-fascisme » (déviation de gauche), s'oppose en revanche après 1934 à la ligne des fronts populaires, où Trotsky voit une résurgence de la vieille déviation droitière (menchevique) de subordination du prolétariat aux démocrates bourgeois. Ce qui traduit

une politique conservatrice de la bureaucratie, visant à empêcher l'ébranlement révolutionnaire de l'ordre bourgeois dont sont grosses, aux yeux de Trotsky, les situations française et espagnole. L'existence et le pouvoir de la bureaucratie étant un effet du retard de la révolution mondiale, il est clair qu'elle doit, pour se maintenir, prolonger ce retard par une démarche contre-révolutionnaire. Dans celle-ci s'inscrivent également les procès de Moscou, où Trotsky voit essentiellement la liquidation de tout ce qui pouvait subsister du Parti bolchevique initial et qui aurait pu continuer à représenter une menace révolutionnaire.

L'analyse de fond du stalinisme revêt sa forme presque définitive dans un texte de 1933 : *La nature de classe de l'Etat soviétique* qui analyse le rôle du stalinisme, la nature sociale de la bureaucratie, celle de l'Etat soviétique, la politique révolutionnaire envers lui. Le rôle du stalinisme à l'intérieur est contradictoire : d'un côté il doit défendre son pouvoir contre la classe ouvrière, mais de l'autre il défend contre la bourgeoisie mondiale les acquis de 1917, l'économie étatisée et planifiée; en ce sens, il demeure « centriste ». Sur le plan international en revanche, il a perdu tout rôle révolutionnaire, conclut Trotsky au vu des événements allemands; ultérieurement il lui attribuera un rôle positivement contre-révolutionnaire, une complicité avec la bourgeoisie pour défendre son pouvoir qu'ébranlerait l'extension de la révolution. Sociologiquement la bureaucratie est désignée comme « strate » ou « caste » : elle n'est pas une classe sociale dominante : son pouvoir politique ne dérive pas de son rôle dans le procès de production, puisque au contraire ses privilèges économiques dérivent de sa confiscation du pouvoir politique. Or cette confiscation politique a laissé intacts les rapports de propriété collectivistes : l'URSS demeure un Etat ouvrier, mais un *Etat ouvrier dégénéré*. L'attitude des révolutionnaires sera donc double : préparer en Russie le renversement révolutionnaire de la bureaucratie, mais défendre l'URSS contre l'impérialisme mondial.

Précisons au passage, grâce à un texte de 1935, *L'Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme*, le sens que Trotsky donne à Thermidor. En 1929, il entendait par là « un transfert de pouvoir aux mains d'une autre classe », d'où ceci qu'en Russie Thermidor n'a pas eu

lieu. Cette analogie peu défendable est rectifiée en 1935 : « Le Thermidor de 1794 réalisa le développement du pouvoir de certains groupes de la Convention à d'autres groupes, de certaines couches du peuple victorieux à d'autres couches » (*ETB* 28-29), non plus d'une classe à une autre. Ainsi modifié, le terme s'applique à la Russie, où la « couche » bureaucratique établit son pouvoir à partir de « contradictions sociales multiples qu'elle résout en s'élevant au-dessus des masses travailleuses » (*ETB* 31). Thermidor débouche ainsi sur le « bonapartisme », concept qui désigne dans la tradition marxiste l'autonomisation de l'appareil d'Etat s'élevant au-dessus des classes en lutte — autonomisation apparente car le contenu social de son pouvoir reste déterminé par l'une d'elles : ainsi la dictature (politique) de Napoléon III sur la bourgeoisie est néanmoins continuation de la dictature (sociale) de la bourgeoisie; et de même la dictature de la bureaucratie c'est quand même la dictature du prolétariat (dégénérée).

La Révolution Trahie (1936) est une somme de toutes les analyses de Trotsky sur l'URSS et plus largement de sa conception du bolchevisme, investies en outre dans le traitement d'un abondant matériel empirique. C'est certainement le livre essentiel sur notre problème et celui qu'on doit lire en priorité. Nous n'en reprendrons toutefois pas les idées maîtresses, l'ordre chronologique d'exposition ici adopté nous ayant déjà conduit à les rencontrer. Fait exception une analyse nouvelle, qui rattache le phénomène bureaucratique à la *rareté* : celle-ci implique le maintien, après l'établissement de rapports socialistes de production, des normes bourgeoises de distribution (inégalité), que doit garantir un « Etat bourgeois sans bourgeoisie » (formule de Lénine). D'où la nature contradictoire et les tendances bureaucratiques de *tout* Etat socialiste; mais elles opèrent d'autant plus que cet Etat est pauvre, au point de menacer le développement même du socialisme (*RT* 55 s.).

Signalons enfin que le problème de la caractérisation de l'URSS est repris de façon complexe (*RT* 256 s.) : « L'URSS est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle (...) *e* / la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme; *f* / la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les

rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs; *g* / l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme. »

De 1937 à 1940, Trotsky consacra un certain nombre d'articles, repris dans *Défense du Marxisme*, à reprendre ses positions dans une polémique contre la théorie du « collectivisme bureaucratique », défendue hors du mouvement trotskyste (Bruno Rizzi) ou en lui (Burnham, Schachtman). Pour ces auteurs, la bureaucratie stalinienne est une classe exploiteuse; la propriété « collective » étant en réalité propriété d'Etat, l'Etat étant aux mains de la bureaucratie, celle-ci possède donc les moyens de production, collectivement (et non sous la forme bourgeoise de la propriété individuelle). L'Etat russe n'est donc en rien « ouvrier » et le mot d'ordre de défense de l'URSS doit être abandonné. De l'argumentation de Trotsky nous soulignons trois axes :

— Il précise ce que signifie à ses yeux la défense de l'URSS et qui n'est que la défense contre l'impérialisme des acquis socialistes incorporés dans la structure sociale soviétique; ce qui n'implique nul ralliement à la diplomatie stalinienne et en particulier ne s'oppose pas à une ligne de « défaitisme révolutionnaire » dans les pays capitalistes conjoncturellement alliés à l'URSS. Il faudra, cas par cas, « discerner où et quand l'Armée Rouge intervient seulement en tant qu'instrument de la réaction bonapartiste et où elle défend les fondements sociaux de l'URSS » (*DM* 132).

— Il tente de réfuter la conception de la bureaucratie comme classe par un appel aux thèses fondamentales du marxisme (*DM* 78-79 et 106-107) : une classe possédante fut toujours le produit de nouvelles formes de production et son rôle historique consistait en ce que « le système d'exploitation dirigé par elle hissait à un degré supérieur le développement des forces productives ». Celles-ci sont certes développées par l'économie nationalisée et planifiée mais ce n'est pas grâce à la gestion bureaucratique, qui est au contraire un frein (comme *La Révolution Trahie* tentait de l'établir empiriquement). La bureaucratie ne possède donc pas cette nécessité historique enracinée dans l'économie qui est le propre d'une classe dominante.

Trotsky est conduit par sa discussion avec la théorie du « col-